



# Comment sortir de la crise politique? (2/3)

La séquence engagée en juin 2024 avec la dissolution de l'Assemblée nationale voit notre système représentatif mis à mal. Pour faire face, des issues électorales et sociales sont à trouver.

**La gauche a atteint des niveaux historiquement bas. Pour inverser la tendance, elle doit répondre à la fracture territoriale et sociale.**

**E**n difficulté, unie ou pas, la gauche reste désespérément scotchée à des étiages historiques. De plus, son unité actuelle derrière le pavillon du Nouveau Front populaire est circonstancielle, résultat tout à la fois de l'urgence électorale due à une dissolution inopinée, de la domination de l'une de ses composantes et du puissant aiguillon d'un mode de scrutin majoritaire et uninominal à deux tours qui oblige à un rassemblement. Ce rassemblement est artificiel : il est contraint. Parce qu'elle n'est en rien le fruit d'un débat collectif, cette unité n'est pas l'expression d'un projet partagé ; c'est pourquoi la situation actuelle ne peut permettre de sortir la gauche de la crise politique. En sortir suppose de regarder les choses en face.

Et, d'abord, la sociologie des élections. Le premier parti politique des couches populaires s'appelle l'abstention ; quant au deuxième, parce qu'une partie de ces couches sont en colère ou simplement lassées, il a pour nom le Rassemblement national (RN). Il faut, ensuite, regarder la carte électorale des partis arrivés en tête. Ces cartes des européennes ou du premier tour des législatives disent à la gauche sa vérité et elle est terrible : présente dans les métropoles et leurs périphéries immédiates, la gauche est quasi totalement absente du reste du territoire, alors que le RN y est hégémonique. Là est le défi. D'aucuns ont pu penser que, pour en sortir, il fallait réussir « l'union de la France des tours avec celle des bourgs ». S'il peut bien décrire la situation dans une circonscription particulière, en oubliant le



**JACQUES RIGAUDIAT**  
Conseiller maître honoraire à la Cour des comptes

territoire profond, celui des campagnes, ce slogan ne peut prétendre résumer celle du pays. L'adopter serait une erreur politique. Car cette fracture politique territoriale est bien sûr aussi – et d'abord – une fracture sociale. Avec les tempéraments propres à chacune des nations – sans même parler des États-Unis, on pense évidem-

ment à la Grande-Bretagne du Brexit ou à l'Allemagne d'aujourd'hui –, elle est largement installée. Résultat politique de cinquante ans de mondialisation néolibérale, elle sépare, ici comme ailleurs, les élites mondialisées – qui sont de nulle part – et leurs dominés qu'ils exploitent – qui sont de partout –, d'avec les laissés-

**Le premier parti politique des couches populaires s'appelle l'abstention.**

pour-compte de la mondialisation – qui sont bel et bien d'ici et vivent dans le pays profond. Cette fracture est ainsi l'expression de tous ceux de ces territoires où, parce qu'« on marche sur la tête », les panneaux de signalisation ont été retournés. De toutes ces communes sans plus aucun commerce, où l'on proteste en vain contre les fermetures d'école, qui sont aussi autant de « déserts médicaux ».

Résistance de citoyens dépossédés d'un accès aux services publics et qui se considèrent sans représentant, elle est l'expression de territoires délaissés, où il ne reste plus d'autre issue que de « renverser le système ». La gauche doit y reprendre pied. Pour elle, sortir de la crise politique, c'est sortir des métropoles et de leurs banlieues. ■

**Dans un monde en bouleversement, il faut se mettre à jour de manière diverse et rassemblée en partageant un projet d'émancipation lisible.**

**L**a France est en crise politique. Les sommets de l'État dévissent, les gouvernements sont instables, l'inquiétude, l'incertitude et la confusion envahissent les esprits. De grandes questions, géostratégiques, technologiques, climatiques ou anthropologiques, sont en train de bouleverser le visage du monde et notre vie quotidienne. La politique, elle, donne l'impression de vivre sur elle-même, la tactique prenant le pas sur la réflexion citoyenne et sur les projets. Le Rassemblement national a une lecture cohérente, capable d'englober questions nouvelles et problèmes anciens. Il répond à l'inquiétude par l'obsession de la protection, l'exaltation de l'identité menacée, le fantasme de la clôture, la vitupération des « assistés ».

La gauche, elle, s'accorde sur des propositions, mais peine à formuler un projet d'émancipation partagé et lisible, un grand récit mobilisant et rassurant sur la société désirable tout autant que sur la méthode pour avancer vers elle. De ce fait, elle retourne à ses controverses cycliques. Les uns affirment avec raison qu'il faut de la radicalité et de la rupture. Mais ils oublient que la radicalité ne se mesure pas à la violence du ton. Quant à l'invocation de la rupture, elle n'est que verbiage avant-gardiste, si l'on délaisse les majorités, partielles ou plus globales, qui sont seules à même de les formuler, de les imposer et de les conduire. Les autres



**ROGER MARTELLI**  
Historien

pensent sortir la gauche de ses basses eaux électorales en jouant une fois de plus la carte du « réalisme » et de la « modération ». Mais ils oublient que, dans les dernières décennies, le réalisme social-libéral à l'anglaise a servi à légitimer le renoncement aux valeurs de la gauche, au prix

d'un tarissement croissant des grandes espérances populaires. Ce n'est donc surtout pas en revenant au hollandisme, même par petites touches tactiques sur la retraite ou sur d'autres sujets, que la gauche retrouvera de l'élan. Elle y parviendra en comblant d'abord ses manques, en se mettant à jour sur les grands enjeux de la société et du monde. Ensemble ? Bien sûr que ce n'est pas facile, tant les désaccords et les malentendus restent pesants, faute de les avoir discutés. Mais croyez-vous que cela allait de soi quand, après des années d'enlèvement socialiste dans les guerres coloniales, le Parti communiste s'est mis à prôner l'union de la gauche autour d'un programme ? Ce n'était pas évident, et pourtant c'est ce qui a fini par advenir. Une gauche gagnante ne peut être que diverse et rassemblée, pas concurrente et éclatée...

En évitant les zigzags déroutants, en écartant les polémiques inutiles, en mettant en débat les questions cruciales sur lesquelles se jouent l'influence et l'hégémonie, en le faisant dans le peuple de gauche et pas dans les seuls états-majors, la gauche contribuerait à alimenter le moteur pertinent d'une sortie de crise : le libre arbitre du peuple souverain. C'est à lui de trancher, le plus vite possible, sans précipitation, mais sans report trop lointain dans le temps. ■

**Le moteur pertinent d'une sortie de crise: le libre arbitre du peuple souverain.**